

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 47

Excusés : 20

Absents : 13

REUNION DU 26 JUIN 2024

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, le **MERCREDI VINGT-SIX JUIN** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **VINGT JUIN DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT</u>	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CHAVAROC Grégory, Mme de CARVALHO Virginie, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FAOUZI Hanane, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GODARD Jacques, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Géraud, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.
<u>PRESENTS</u>	
<u>EXCUSES</u>	M. ASENSI François, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARAN Max, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. TURBIAN Julien, Mme YOUSSEUF Mélissa,
AYANT DONNE POUVOIR A	Mme de CARVALHO Virginie, Mme BRAIHIM Marwa, Mme ELSODY Arhella, M. CANNAROZZO Frank, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme MEKKI Chérifa, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BLANCHET Stéphane, M. RAMADIER Alain, Mme COLLET Marie-Claude, M. VAZ Micaël, M. MANGIN Anthony, M. ZANGRILLI François, M. JIAR Youssef, Mme YERRO Georges-Marie, M. GUYON Olivier, M. SAULIERE Gilles, M. BAILLON Jean-François, Mme JAOUANI Amel, M. SIBY Oussouf,
<u>ABSENTS</u>	M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, Mme SAGO Aïssa, Mme VALLETON Martine.
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	Mme FILIPOVIC Biljana

DELIBERATION N°74 – RENOVATION URBAINE – DRANCY - OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR LA REALISATION DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER EDOUARD VAILLANT – ABREUVOIR ET DESIGNATION DE L'EPT EST ENSEMBLE EN TANT QU'AUTORITE CHARGEE DE COORDONNER L'ORGANISATION DE L'ENQUETE ET D'EN CENTRALISER LES RESULTATS

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de M. Anthony MANGIN,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine qui instaure le nouveau programme national de renouvellement urbain,

Vu les statuts de l'établissement public territorial Paris Terre d'Envol,

Vu la compétence des établissements publics territoriaux en matière de définition, création et réalisation des opérations définies à l'article L.300-1 du code de l'urbanisme non déclarées d'intérêt métropolitain,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.120-1, L.122-1, R.122-2, R.122-7, l'annexe à l'article R.122-2 (catégorie 39b) relatifs à l'évaluation environnementale,

Vu les dispositions de L.123-1 et L.123-2 du code de l'environnement fixant les projets d'aménagements faisant l'objet d'une enquête publique,

Vu les dispositions de l'article R.123-9 du code de l'environnement sur l'organisation de l'enquête publique ;

Vu les dispositions de l'article R.123-8 code de l'environnement en application duquel le dossier soumis à enquête publique comporte l'étude d'impact et son résumé technique, le bilan de la concertation, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse du maître d'ouvrage à l'autorité environnementale, les avis ou absences d'avis des collectivités territoriales intéressées par le projet et leurs groupements,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240626-74-26-06-2024-DE
Date de télétransmission : 09/07/2024
Date de réception préfecture : 09/07/2024

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.103-2, L.103-6, L.300-1, L.300-2, R.300-1 et R.311-2,
Vu les avis du comité national d'engagement de l'ANRU du 28 novembre 2019, du 29 novembre 2021 et du 17 novembre 2022 relatifs au dossier de présentation des projets de renouvellement urbain et notamment du projet Edouard Vaillant – Abreuvoir, dans le cadre du Nouveau programme national de renouvellement urbain,
Vu l'accusé de réception du dossier d'évaluation environnementale du projet de renouvellement urbain du quartier Edouard Vaillant – Abreuvoir émis par la Mission régionale d'autorité environnementale en date 16 novembre 2023 ;
Vu l'avis délibéré N° APJIF-2024-001 en date du 03 janvier 2024 de la Mission régionale d'autorité environnementale sur la base du dossier d'évaluation environnementale du projet de renouvellement urbain du quartier Edouard Vaillant – Abreuvoir ;

Considérant le périmètre de l'opération de renouvellement urbain, portant en majeure partie sur le territoire de la commune de Bobigny et, à l'extrémité ouest, sur le territoire de la commune de Drancy.

Considérant la nécessité d'assurer l'information et la participation du public lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement.

Considérant la nécessité de prendre en compte les intérêts des tiers.

Considérant que le projet de renouvellement urbain « *Edouard Vaillant - Abreuvoir* » aura pour objet d'améliorer le cadre de vie des habitants dans une démarche cohérente avec les enjeux sociaux, patrimoniaux, environnementaux et paysagers.

Considérant qu'en application de l'article L.123-2 du code de l'environnement, le projet de renouvellement urbain « *Edouard Vaillant - Abreuvoir* » est soumis à enquête publique.

Considérant qu'en application de l'article R.123-3 du code de l'environnement, lorsque le projet porte sur le territoire de plusieurs collectivités, l'enquête peut être ouverte et organisée par une décision conjointe des autorités compétentes pour ouvrir et organiser l'enquête.

Considérant qu'en application de l'article R.123-3 du code de l'environnement, lorsqu'une décision conjointe des autorités compétentes est prise pour ouvrir et organiser l'enquête, cette décision désigne l'autorité chargée de coordonner l'organisation de l'enquête et d'en centraliser les résultats.

Considérant l'opportunité pour l'EPT Paris Terres d'Envol, de désigner l'EPT Est Ensemble en tant qu'autorité chargée de coordonner l'organisation de l'enquête et d'en centraliser les résultats.

Considérant qu'en application de l'article L.123-3 du code de l'environnement, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête doit informer, sans délai, le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique de la saisine du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur.

Après en avoir délibéré,

- **Prend acte** de la nécessité d'ouvrir et d'organiser une enquête publique portant sur le projet de renouvellement urbain « *Edouard Vaillant - Abreuvoir* » de façon à assurer l'information et la participation du public et à prendre en compte les intérêts des tiers.
- **Autorise** son Président à ouvrir et organiser par arrêté, conjointement avec l'EPT Est Ensemble, l'enquête publique portant sur le projet de renouvellement urbain « *Edouard Vaillant - Abreuvoir* ».
- **Dit** que cet arrêté désignera l'EPT Est Ensemble en tant qu'autorité chargée de coordonner l'organisation de l'enquête et d'en centraliser les résultats.
- **Dit** que cette procédure fera l'objet d'un avis pour en informer le public par voie d'arrêté, qui en précisera les modalités et notamment l'objet de la procédure de participation, les dates, la durée, les lieux et horaires où l'intégralité du dossier peut être consulté, les conditions dans lesquelles le public peut rendre des observations ou questions. Cet avis sera affiché au siège de l'EPT Est Ensemble et de l'EPT Paris Terres d'Envol, à l'Hôtel de ville de Bobigny et à l'Hôtel de ville de Drancy, sur les panneaux d'affichages administratifs du quartier et publié dans deux journaux de presse locale, quinze jours au moins avant le début de la participation et pendant toute la durée de celle-ci. Un rappel d'avis sera fait dans les 8 jours suivant le démarrage de l'enquête.
- **Dit** que seront informés sans délai, les maîtrises d'ouvrage de l'opération de la saisine du tribunal administratif en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur.

Adoptée à l'unanimité



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240626-74-26-06-2024-DE
Date de télétransmission : 09/07/2024
Date de réception préfecture : 09/07/2024